

Le monde vu d'ici

RÉSOLUTION DU PLUS VIEUX CONFLIT D'AMÉRIQUE LATINE

Fin de parcours pour les FARC

JEAN-MARC LORD
Collaboration spéciale



première heure, le chef des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC), Rodrigo Londono Echeverri, alias «Timochenko».

Une poignée de main dite «historique» afin d'officialiser l'éplilogue d'une guerre qui perdure depuis un demi-siècle et qui a entraîné dans son sillon la mort de 220 000 Colombiens, le déplacement de six millions de personnes et la disparition de dizaines de milliers d'autres. Depuis ce premier face à face pacifique, les négociations se poursuivent avec, en bout de piste, l'espoir de parapher à la pointe d'une branche d'olivier la

fin de la plus vieille révolution communiste d'Amérique latine.

Inscrites sur la liste canadienne, états-unienne et européenne des organisations terroristes à surveiller, les FARC sévissent dans le maquis colombien depuis 1964. Enlèvements de policiers, de politiciens, de militaires, de citoyens troqués contre rançon, extorsions, maraudage de récoltes, vols de bétail, trafic de drogue sont parmi les sources de revenus qui ont permis à l'organisation d'armer et d'entraîner entre 17 000 paramilitaires à son apogée et 8000 aujourd'hui, dont 40 % de femmes. Entre autres fait d'armes les plus médiatisés, rappelons le kidnapping de la politicienne franco-colombienne Ingrid Betancourt entre 2002 et 2008.

Synthétisés à leur plus petit dénominateur, les objectifs visés par les FARC sont : la rédaction de nouvelles politiques agraires, la lutte contre le narcotrafic soutenu par divers groupes paramilitaires, la participation officielle des guérilleros démobilisés dans l'arène politique colombienne et l'instauration d'une justice transitionnelle. Depuis le début de l'actuel le ronde de négociations entrepris



Poignée de main historique entre le président de la Colombie, Juan Manuel Santos, à gauche, et le chef des Forces armées révolutionnaires de Colombie, Rodrigo Londono Echeverri. Au centre, Raoul Castro, président cubain et hôte des pourparlers de paix.

en 2013, les pourparlers vont bon train. Les deux parties ont conclu des accords partiels sur le déminage des zones de guerre (40 % du territoire national), l'intégration des anciens rebelles à la vie politique, ainsi que la fin du trafic de drogue.

Si de nouvelles escalades de violence ne sont pas enregistrées de part et d'autre, l'accord final devrait être signé le 23 mars 2016. Cela dit, ce n'est pas la première fois que les deux frères ennemis s'assoient, sans succès, à la même table. Les quatre tentatives de paix négociées depuis 1980 ont toutes été vouées à l'échec. Parmi les points qui achoppent encore, notons la mise en œuvre des peines encourues pour les

acteurs impliqués dans le conflit. Tant du côté des révolutionnaires que du côté des forces légales, certains individus sont d'ores et déjà soupçonnés de crimes de guerre. Par exemple, en juin 2015, un rapport signé par l'organisation Human Rights Watch pointait du doigt l'assassinat par des militaires de jeunes Colombiens dont le cadavre avait été «déguisé» en FARC afin de «gonfler les chiffres».

Romantiques pour les uns, criminels aux yeux des autres, les révolutionnaires FARC pourront-ils sortir de si tôt de la forêt amazonienne? Du même souffle, le gouvernement colombien pourra-t-il mettre un terme à cette guerre qui, bon an, mal an, lui coûte neuf milliards de dollars sans compter les dix milliards de dollars décaissés par les États-Unis depuis quinze ans, officiellement pour lutter contre la production et le trafic de drogue.

L'Union européenne, elle, y croit. En janvier 2016, ses députées exhortaient les États membres à débiter un fonds fiduciaire spécial afin de soutenir la Colombie post-FARC et dédommager les victimes collatérales. Un optimisme partagé par le Conseil de sécurité des Nations Unies qui, le 26 janvier, créait une mission pour superviser le cessez-le-feu. Ainsi, au cours des douze prochains mois, des centaines d'observateurs internationaux, non armés, sillonneront la jungle colombienne dans le but de valider le désarmement des forces révolutionnaires et le respect bilatéral du processus de paix. Un processus de paix qui, selon Bogota, pourrait avant de porter ses fruits.